

# Érythrée : intensification de l'enrôlement forcé dans le service national

Papier thématique de l'Analyse pays de l'OSAR

Berne, le 15 juin 2023



## **Mentions légales**

Édition

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Téléphone : 031 370 75 75

Fax : 031 370 75 00

Courriel : [info@fluechtlingshilfe.ch](mailto:info@fluechtlingshilfe.ch)

Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)

Compte de dons : PC 30-1085-7

Versions linguistiques :

Français, allemand et italien

**COPYRIGHT**

© 2023 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

La copie et la réimpression sont autorisées à condition que la source soit citée.

# Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Introduction</b> .....   | <b>4</b>  |
| <b>1 Introduction</b> .....   | <b>4</b>  |
| <b>2 Intensification des mesures d'enrôlement forcé</b> .....                         | <b>6</b>  |
| 2.1 Augmentation du nombre de <i>giffas</i> (rafles) .....                            | 7         |
| 2.2 Postes de contrôle et perquisitions .....   | 8         |
| 2.3 Enrôlement forcé de réservistes et de personnes exemptées ; armée populaire ..... | 8         |
| 2.4 Enrôlement forcé de personnes réfugiées déportées.....                            | 10        |
| 2.5 Enrôlement forcé de personnes mineures .....                                      | 10        |
| <b>3 Punition collective des familles de personnes réfractaires</b> .....             | <b>11</b> |

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux normes COI, l'OSAR utilise des sources accessibles au public. Si aucune information ne peut être trouvée dans le délai limité de la recherche, il est fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et compréhensible. Pour des raisons de protection des sources, les personnes de contact peuvent être rendues anonymes.

# Introduction

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) observe les développements en Érythrée depuis plusieurs années<sup>1</sup>. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expertes et des experts externes, elle apporte les réponses aux questions ci-dessus dans le présent rapport.

1. Les rafles se sont-elles intensifiées en Érythrée ?
2. La pression exercée sur les familles des personnes ayant prétendument déserté ou réfractaires au service militaire s'est-elle accrue ?

## 1 Introduction

**Détérioration des droits humains en Érythrée depuis le début de la guerre dans la région du Tigré en novembre 2020.** Selon le *rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Mohamed Abdelsalam Babiker*<sup>2</sup>, la situation des droits humains s'est détériorée dans plusieurs domaines depuis le début de son mandat en novembre 2020<sup>3</sup>. Dans le cadre du 52<sup>e</sup> dialogue interactif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH), M. Babiker a souligné que l'espace dévolu à la société civile en Érythrée restait limité. Le gouvernement érythréen réagit trop souvent à l'expression d'opinions divergentes par des arrestations arbitraires, des enlèvements ou des assassinats. Dans son discours devant le Conseil des droits de l'homme, Nada Al-Nashif, Haute-Commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'homme, a également souligné début mars 2023 que la situation ne montrait aucun signe d'amélioration et que les graves violations des libertés fondamentales du peuple érythréen se poursuivaient<sup>4</sup>.

**Malgré l'accord de cessez-le-feu conclu en novembre 2022, les troupes érythréennes sont toujours présentes dans la région du Tigré.** Peu après l'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement éthiopien et le *Front de libération du Tigré (FLPT)*, négocié en novembre 2022, des observatrices et des observateurs avaient critiqué le fait que l'Érythrée était absente des discussions, malgré son rôle central dans le conflit<sup>5</sup>. Dans son dernier rapport, le *rapporteur spécial des Nations unies* critique également le fait que l'Érythrée n'a pas pris part aux pourparlers de paix et que l'accord de cessation des hostilités ne fait aucune mention du pays<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine>.

<sup>2</sup> Désigné ci-après le rapporteur spécial des Nations unies.

<sup>3</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 2 : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G23/092/09/PDF/G2309209.pdf?OpenElement> ; ONU Info, Érythrée : intensification de la conscription militaire avec le conflit au Tigré, selon un expert, 14 juin 2022 : <https://news.un.org/fr/story/2022/06/1121702>.

<sup>4</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity, 6 mars 2023 : <https://news.un.org/en/story/2023/03/1134202>.

<sup>5</sup> Deutsche Welle, Tigray: Hoffnungen und Warnungen nach Waffenstillstand, 4 novembre 2022 : <https://www.dw.com/de/%C3%A4thiopien-eritrea-tigray-konflikt-waffenstillstand/a-63650986>.

<sup>6</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 22.

Selon plusieurs rapports, les troupes érythréennes sont toujours présentes dans la région du Tigré et commettent des violations des droits humains<sup>7</sup>. Lors du 52<sup>e</sup> dialogue interactif du *Conseil des droits de l'homme des Nations unies* sur la situation en Érythrée, le Conseil a constaté en mars 2023 que l'armée érythréenne ne se retirait que très lentement de la région du Tigré. En mars 2023, Nada Al-Nashif a qualifié le retrait des troupes érythréennes de très lent et largement incomplet<sup>8</sup>. Volker Türk, le *Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme*, a également exprimé son inquiétude quant à la présence persistante au Tigré des forces armées érythréennes impliquées dans de très graves violations des droits humains<sup>9</sup>. En mars 2023, peu avant la publication de son dernier rapport, le *rapporteur spécial des Nations unies* a reçu des informations attestant de la présence des forces armées érythréennes dans certaines zones du nord, de l'ouest et du centre de la région du Tigré<sup>10</sup>.

**Les troupes érythréennes entravent la mission de contrôle, de vérification et de conformité de l'Union africaine (UA-MVCM), chargée du suivi de l'accord de cessez-le-feu.** En mai 2023, le *président par intérim de la région du Tigré*, Getachew Reda, a critiqué le fait que les forces érythréennes empêchent l'Union africaine de réaliser sa *Mission de surveillance, de vérification et de contrôle* (UA-MVCM)<sup>11</sup> dans la région du Tigré<sup>12</sup>. Selon l'ONG Europe External Programme with Africa (EEPA), l'UA MVCM devait envoyer une équipe de surveillance à Humera, dans l'ouest de la région du Tigré, le 6 juin 2023. Des membres de la mission ont exprimé leur inquiétude quant au fait que leur travail était menacé par la présence de troupes érythréennes<sup>13</sup>.

**Les membres des forces érythréennes impliqués dans des exactions dans la région du Tigré restent impunis.** En novembre 2021, la *Commission éthiopienne des droits de l'homme* et le *Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme* ont documenté dans un rapport commun<sup>14</sup> les sévices commis par les troupes érythréennes à l'égard de la population

<sup>7</sup> BBC, Ethiopia war in Tigray: Eritrean soldiers accused of rape despite peace deal, 15 février 2023 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-64635898>; Europe External Programme with Africa (EEPA), News Highlights: Eritrean troops continue committing violations in Tigray, Ethiopian Orthodox Church deal, Fortress Europe costing lives, 17 février 2023 : <https://www.eepa.be/?p=7027>; Reuters, Eritrea troops still on Ethiopian soil, U.S. says, 29 janvier 2023 : <https://www.reuters.com/world/africa/eritrea-troops-still-ethiopian-soil-us-2023-01-28/>; Addis Standard, US says Eritrean troops still in Ethiopia, Tigray official calls claims of complete withdrawal "misleading", 30 janvier 2023 : <https://addisstandard.com/news-us-says-eritrea-troops-still-in-ethiopia-tigray-official-calls-claims-of-complete-withdrawal-misleading/>.

<sup>8</sup> Europe External Programme with Africa (EEPA), News Highlights: Dialogue on Eritrea in the UN HRC, Proposed UK bill would violate international law, warns EU, Sudan sanctions extended, 10 mars 2023 : <https://www.eepa.be/?p=7081> ; Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity, 6 mars 2023.

<sup>9</sup> Haut-commissariat aux droits de l'homme, Situation mondiale : le Haut-Commissaire exprime son inquiétude concernant plus de 40 pays, 7 mars 2023 <https://www.ohchr.org/fr/statements-and-speeches/2023/03/global-update-high-commissioner-outlines-concerns-over-40-countries>.

<sup>10</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 23.

<sup>11</sup> AU Monitoring, Verification and Compliance Mission (AU MVCM).

<sup>12</sup> Addis Standard, News: Interim president accuses Eritrean forces of blocking AU monitoring mission in Tigray, 20 mai 2023 : <https://addisstandard.com/news-interim-president-accuses-eritrea-forces-of-blocking-au-monitoring-mission-in-tigray/>.

<sup>13</sup> Europe External Programme with Africa, News Highlights: SAF withdraws from negotiations – US applies sanctions, Isaias visits Russia, Eritrean festivals cancelled in EU, 2 juin 2023 : <https://www.eepa.be/?p=7393>.

<sup>14</sup> Commission éthiopienne des droits de l'homme, Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Report of the Ethiopian Human Rights Commission (EHRC)/Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) Joint Investigation into Alleged Violations of International Human

civile du Tigré, y compris les exécutions extrajudiciaires et les assassinats. Malgré cela, l'Érythrée n'a pas mis en place de mécanismes permettant d'établir les responsabilités. Les coupables ont agi et agissent en toute impunité<sup>15</sup>. Le *rapporteur spécial des Nations unies* estime également que les membres des forces armées érythréennes ayant commis de graves violations des droits humains et du droit humanitaire international en Éthiopie restent impunis<sup>16</sup>.

## 2 Intensification des mesures d'enrôlement forcé

**Augmentation des enrôlements forcés.** Les pratiques de recrutement forcé décrites par le *rapporteur spécial des Nations unies* en 2021 et 2022, qui résultent de la participation de l'Érythrée à la guerre dans la région du Tigré, ont persisté et se sont même intensifiées au cours de la dernière période couverte par le rapport, du 23 avril 2022 au 24 avril 2023. Le *rapporteur spécial des Nations unies* a observé une recrudescence des recrutements forcés entre la moitié et la fin de l'année 2022 et a constaté que les autorités recouraient à des pratiques de plus en plus coercitives pour mobiliser la population et forcer les personnes à participer à des actions militaires en Éthiopie<sup>17</sup>. Dans le cadre de la 52<sup>e</sup> session du *Conseil des droits de l'homme des Nations unies* (du 27 février au 4 avril 2023), Volker Türk, *Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme*, a indiqué que le *Conseil des droits de l'homme des Nations unies* avait reçu des informations selon lesquelles l'Érythrée augmente encore son recours à l'enrôlement forcé, une pratique qui s'apparente à l'esclavage et qui provoque des afflux de personnes réfugiées<sup>18</sup>.

**Intensification des mesures de recrutement depuis la mi-2022.** Selon *Human Rights Watch* (HRW), la dernière opération de mobilisation a débuté au milieu de l'année 2022, les autorités ont ciblé les personnes considérées comme réfractaires, y compris les jeunes qui ont cessé d'aller à l'école ainsi que les personnes ayant déserté. Mi-septembre 2022, le gouvernement a mobilisé des réservistes, principalement des hommes âgés de 50 à 60 ans, dont beaucoup avaient été officiellement déchargés de leurs obligations militaires actives, mais continuent de détenir leurs armes et sont tenus d'effectuer des services de garde. Selon HRW, les enrôlements forcés ont d'abord commencé en juillet 2022 dans les zones rurales, principalement dans la région sud près de la ville de Segheneyti, puis se sont intensifiés à partir de la mi-septembre 2022 jusqu'au début 2023 dans les grandes villes comme Asmara. Toujours selon HRW, les campagnes de conscription se sont poursuivies au début de

---

Rights, Humanitarian and Refugee Law Committed by all Parties to the Conflict in the Tigray Region of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, novembre 2021 : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2021-11/OHCHR-EHRC-Tigray-Report.pdf>.

<sup>15</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity, 6 mars 2023.

<sup>16</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 25.

<sup>17</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 30.

<sup>18</sup> Haut-commissariat aux droits de l'homme, Situation mondiale : le Haut-Commissaire exprime son inquiétude concernant plus de 40 pays, 7 mars 2023 <https://www.ohchr.org/fr/statements-and-speeches/2023/03/global-update-high-commissioner-outlines-concerns-over-40-countries>.

l'année 2023, près de trois mois après la signature de l'accord de cessez-le-feu dans la région du Tigré<sup>19</sup>.

## 2.1 Augmentation du nombre de *giffas* (rafles)

**Augmentation du nombre d'arrestations et de personnes enrôlées de force à la suite de *giffas* (rafles) depuis novembre 2020. Enfants, femmes et personnes âgées également concerné-e-s par les arrestations.** Le *rapporteur spécial des Nations unies* a constaté que les *giffas* (rafles à des fins d'enrôlement forcé) avaient augmenté de façon dramatique. Des rafles de ce type ont également été menées dans de nouvelles localités à Asmara, Seghe-neyti, Hebo, Akkur, Adi Kontsi, Degra, Adengefom et Digs<sup>20</sup>. La population redoute d'être arrêtée, détenue et enrôlée de force lors d'une *giffa*<sup>21</sup>. Selon HRW, les rapports faisant état d'arrestations de masse et d'enrôlements forcés au cours de *giffas* se sont multipliés, en particulier au cours du second semestre 2022<sup>22</sup>. Dans son dernier rapport, le *rapporteur spécial des Nations unies* fait également état de vastes opérations de recrutement dans tout le pays ; les *giffas* de masse se sont multipliées depuis août 2022<sup>23</sup>. Le témoignage d'une personne concernée illustre le mode opératoire des autorités érythréennes : elle a fait savoir au *rapporteur spécial des Nations unies* comment tous les hommes de sa famille élargie, qu'ils soient jeunes ou vieux, avaient été rassemblés lors d'une *giffa* dans son village. Tous les hommes ont été capturés, ils n'ont laissé que les femmes et les enfants. Le chef de famille, âgé de 70 ans, a été libéré après quelques jours de détention et le reste de ses proches aurait tous été envoyés dans l'armée érythréenne, dans la région du Tigré<sup>24</sup>.

**Des *giffas* même dans les églises.** Selon *Catholic News Service*, des *giffas* ont également été organisées dans des églises pendant la messe en septembre 2022 afin d'enrôler des jeunes dans le service militaire. Un prêtre catholique érythréen a indiqué que des filles et des garçons âgé-e-s de 16 ans seulement avaient été rassemblé-e-s et emmené-e-s. Le prêtre craignait qu'ils ne finissent dans des camps d'entraînement militaire et ne soient utilisés comme « chair à canon » sur le front dans la région du Tigré<sup>25</sup>. *Human Rights Watch* a vérifié ces enrôlements forcés à l'aide de photos publiées sur Internet depuis début septembre 2022<sup>26</sup>.

<sup>19</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023 : <https://www.hrw.org/fr/news/2023/02/09/erythre-severe-repression-lencontre-des-familles-de-refractaires>

<sup>20</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity, 6 mars 2023.

<sup>21</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée [A/HRC/50/20], 6 mai 2022, ch. 25 : <https://www.undocs.org/a/hrc/50/20>.

<sup>22</sup> Human Rights Watch, World Report 2023 - Eritrea, 12 janvier 2023 : <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/eritrea>.

<sup>23</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 31.

<sup>24</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 6 mai 2022, ch. 26.

<sup>25</sup> Catholic News Service, Eritrean government rounds up teens from church service. 8 septembre 2022 : <https://cruxnow.com/church-in-africa/2022/09/eritrean-government-rounds-up-teens-from-church-service>.

<sup>26</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

**Augmentation du nombre de personnes détenues envoyées dans des camps militaires ; conditions de détention inhumaines.** Selon HRW, de nombreuses personnes présumées réfractaires, raflées près d'Asmara, ont d'abord été transférées à la célèbre prison militaire d'Adi Abeito, au nord-est de la capitale. Des images satellites analysées par HRW d'octobre 2022 à fin janvier 2023 montrent que les rassemblements de personnes dans la cour de la prison et aux alentours étaient de plus en plus nombreux durant cette période. Des proches de personnes détenues ont rapporté que de nombreux hommes avaient été transférés de la prison vers les quartiers généraux des unités militaires qui leur avaient été attribués. Les organisations de défense des droits de l'homme et les médias avaient déjà documenté dans le passé les conditions et les traitements inhumains et dégradants infligés à la prison d'Adi Abeito. En 2021, le réseau de télévision *Public Broadcasting Service*<sup>27</sup>, basé aux États-Unis, a diffusé un documentaire contenant des images, qui auraient fuité de l'établissement pénitentiaire, montrant des prisonniers entassés les uns sur les autres dans un entrepôt, sans avoir assez de place pour s'allonger<sup>28</sup>.

## 2.2 Postes de contrôle et perquisitions

**Postes de contrôle** Lors de la dernière campagne de mobilisation, en particulier à partir de septembre 2022, les forces de sécurité érythréennes ont installé des postes de contrôle dans tout le pays<sup>29</sup>, également le long des grands axes routiers<sup>30</sup>.

**Perquisitions sous prétexte de vérifier l'éligibilité aux coupons alimentaires.** Selon HRW et d'autres sources, les perquisitions effectuées sans mandat sont monnaie courante.<sup>31</sup> Selon HRW, les forces de sécurité font du porte-à-porte en coopération avec les autorités locales, officiellement pour confirmer que les familles ont droit à des bons d'achat qui donnent accès à des denrées subventionnées mais, en réalité, le but est également d'identifier les réfractaires. Le système de coupon familial détermine le nombre de personnes qui constituent un ménage. Pour renouveler les coupons, tous les membres de la famille doivent être présents ou leur absence doit être justifiée. Si des personnes de la famille sont absentes, les autorités érythréennes supposent qu'elles se soustraient au service militaire : les membres de la famille présents sont poussés à révéler l'endroit où se trouve la personne absente. S'ils ne le font pas, ils sont punis<sup>32</sup> (cf. ch. 3).

## 2.3 Enrôlement forcé de réservistes et de personnes exemptées ; armée populaire

<sup>27</sup> PBS, Escaping Eritrea, 4 mai 2021 : <https://www.pbs.org/video/escaping-eritrea-kpwkms/>.

<sup>28</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>29</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>30</sup> BBC, Eritreans hunted down as military call-up intensifies over Ethiopia's Tigray war, 12 octobre 2022 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-63208353>.

<sup>31</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 6 mai 2022, ch. 24 ; Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>32</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

**Conscription des réservistes.** Selon HRW, en septembre 2022, des réservistes, âgés de moins de 55 ans, ont été remobilisés pour se préparer à de nouveaux combats dans la région du Tigré<sup>33</sup>. De même, selon plusieurs sources de *Reuters*, les autorités érythréennes ont enrôlé des réservistes de moins de 60 ans dans le service militaire en septembre 2022. Un diplomate a déclaré à Reuters que les agents de sécurité des ambassades, des institutions des Nations unies et des résidences redoutaient d'être appelés et de se voir retirer leur emploi<sup>34</sup>. Un Érythréen vivant en Europe a déclaré qu'il craignait pour la sécurité de sa famille dans son pays. Son père, âgé de 67 ans, était réserviste et a été rappelé. Selon une source de la BBC, des hommes plus âgés ont également été contraints de participer à la guerre dans la région du Tigré, l'enrôlement étant mis en application de manière arbitraire.<sup>35</sup> Dans son dernier rapport, le *rapporteur spécial des Nations unies* fait état de l'enrôlement de réservistes âgés de plus de 50 ans, certains avaient jusqu'à 70 ans. Il rapporte que des personnes ont été appelées à servir en septembre 2022 dans la région du Tigré, principalement dans les zones frontalières avec l'Éthiopie. Des faits similaires ont été recensés à Megaila, Digsu, Brahaketi et dans certains quartiers d'Asmara ; ils se seraient produits en août 2022<sup>36</sup>. *Human Rights Watch* n'a pas pu confirmer où les réservistes avaient été emmenés, mais a reçu des informations selon lesquelles des dizaines de réservistes rappelés à Asmara avaient été transférés vers la ville de Tsorona, près de la frontière de l'Éthiopie<sup>37</sup>. La BBC a rapporté que certains réservistes avaient été envoyés au front. Des vidéos apparues dans des médias régionaux au Tigré montrent des prisonniers de guerre du TPLF apparemment capturés dans les combats. Ils étaient présentés comme des soldats érythréens et beaucoup d'entre eux étaient des personnes âgées<sup>38</sup>. Le *rapporteur spécial des Nations unies* qualifie d'inquiétante l'enrôlement de milliers de réservistes âgés de 40 à 66 ans en septembre 2022 pour combattre dans la région du Tigré<sup>39</sup>.

**Augmentation du recrutement au sein de l'armée populaire**<sup>40</sup> Dès 2021, un expert de l'Érythrée avait indiqué à l'OSAR que le recrutement au sein de l'Armée populaire allait s'intensifier et que les personnes recrutées dans l'Armée populaire seraient transférées dans l'armée

---

<sup>33</sup> Human Rights Watch, World Report 2023 - Eritrea, 12 janvier 2023 : <https://www.hrw.org/world-report/2023/country-chapters/eritrea>.

<sup>34</sup> Reuters, Eritrea issues army mobilisation call as Ethiopia fighting resumes, Canada says, 17 septembre 2022 : <https://www.reuters.com/world/eritrea-issues-army-mobilisation-call-ethiopia-fighting-resumes-canadian-2022-09-17/>.

<sup>35</sup> BBC, Eritreans hunted down as military call-up intensifies over Ethiopia's Tigray war, 12 octobre 2022 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-63208353>.

<sup>36</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 34.

<sup>37</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>38</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>39</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity, 6 mars 2023.

<sup>40</sup> Armée populaire : le régime érythréen a commencé à établir l'armée populaire durant l'été 2012. Des jeunes hommes n'ayant pas encore accompli le service national, des membres de l'armée nationale de réserve ainsi que des hommes de plus de 54 ans qui ne sont plus soumis à des obligations militaires sont recrutés pour l'armée populaire. Depuis le mois de mai 2014, l'armée populaire, qui opérait auparavant parallèlement à l'armée régulière, a été affectée au chef de l'état-major et se retrouve donc subordonnée à l'armée régulière. OSAR, Érythrée : Recrutement de personnes mineures, 21 janvier 2015, en allemand : [https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Eritrea/150121-eri-rekrutierung-de.pdf](https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Eritrea/150121-eri-rekrutierung-de.pdf).

régulière dès que possible.<sup>41</sup> Selon cet expert, même les hommes jusqu'à 70 ans ont été enrôlés dans l'armée populaire pour surveiller les transports militaires, par exemple<sup>42</sup>.

**Des personnes théoriquement exemptées du service national ont été réquisitionnées.** Les autorités ont souvent refusé de libérer des personnes qui détenaient les documents nécessaires attestant qu'elles étaient inaptes au service national ou qu'elles avaient déjà accompli leur service. Des milliers d'Érythréennes et Érythréens qui avaient effectué leur service national à des postes civils ont été affectés à des fonctions militaires depuis le début de la guerre dans la région du Tigré. Des hommes âgés de 70 ans ont également été enrôlés et forcés à assumer des fonctions de police et de sécurité<sup>43</sup>.

## 2.4 Enrôlement forcé de personnes réfugiées déportées

**Des personnes réfugiées déportées en Érythrée ont également été enrôlées de force et renvoyées dans la région du Tigré.** Selon le *rapporteur spécial des Nations unies*, des personnes réfugiées érythréennes enlevées fin 2020 par les troupes érythréennes dans les camps de Hitsats et de Shimelba dans la région du Tigré en Éthiopie et ramenées de force en Érythrée ont été détenues, punies et enrôlées de force en Érythrée<sup>44</sup>. Les femmes accompagnées de jeunes enfants et les hommes âgés ont été libérés au bout de plusieurs jours, tandis qu'un nombre indéterminé de femmes et d'hommes célibataires jugés aptes au combat auraient été interrogés, maintenus en détention et contraints de retourner combattre dans la région du Tigré. Des personnes réfugiées nouvellement enrôlées ont été formées dans des centres d'entraînement comme ceux d' Afabet et de Kormenae, avec des personnes astreintes aux obligations militaires qui avaient été enrôlées à la suite de *giffas*, avant d'être envoyées au front<sup>45</sup>.

**Déportations depuis le Soudan.** Selon un militant des droits humains, plus de 3500 Érythréennes et Érythréens auraient été déporté-e-s vers l'Érythrée depuis le début de la guerre au Soudan (état au mois de mai 2023)<sup>46</sup>. En outre, des troupes érythréennes seraient stationnées à Kassala, à l'est du pays<sup>47</sup>. On ignore encore si ces personnes ont été immédiatement emprisonnées pour être ensuite enrôlées dans le service militaire.

## 2.5 Enrôlement forcé de personnes mineures

---

<sup>41</sup> Expert de l'Érythrée, renseignements téléphoniques fournis à l'OSAR, 23 septembre 2021 ; OSAR, Érythrée : recrutement de personnes mineures, 6 décembre 2021, en allemand : [https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Eritrea/211206\\_ERI\\_Rekrutierung\\_Minors.pdf](https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Eritrea/211206_ERI_Rekrutierung_Minors.pdf).

<sup>42</sup> Renseignements téléphoniques fournis par un expert de l'Érythrée le 1<sup>er</sup> février 2023.

<sup>43</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 6 mai 2022, ch. 24 et 30.

<sup>44</sup> ONU Info, Érythrée : intensification de la conscription militaire avec le conflit au Tigré, selon un expert, 14 juin 2022 : <https://news.un.org/fr/story/2022/06/1121702>.

<sup>45</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 6 mai 2022, ch. 29.

<sup>46</sup> The Guardian, Eritrea accused of forcibly repatriating civilians caught up in Sudan fighting, 7 mai 2023 : <https://www.theguardian.com/world/2023/may/07/eritrea-accused-of-forcibly-repatriating-civilians-caught-up-in-sudan-fighting>.

<sup>47</sup> EEPA, News Highlights: Negotiations in Sudan yield no ceasefire, ICC issues arrest warrants in Libya, EU documents reveal violations at Greek camps, 12 mai 2023 : [www.eepa.be/?p=7338](http://www.eepa.be/?p=7338).

Les *giffas* généralisées et systématiques se sont intensifiées et un nombre considérable d'enfants en âge d'être scolarisés ont été retirés de l'école et enrôlés dans l'armée. Pour éviter la conscription, des enfants de plus en plus jeunes quittent l'école pour se cacher ou fuir le pays<sup>48</sup>. De nombreux jeunes seraient entré-e-s dans la clandestinité et vivraient même parfois dans la « brousse » pour échapper à l'enrôlement massif<sup>49</sup>. Des informations détaillées sur l'enrôlement forcé des personnes mineures sont disponibles dans la fiche d'information Situation des élèves en décrochage scolaire de l'OSAR<sup>50</sup>.

### 3 Punition collective des familles de personnes réfractaires

**Punition collective infligée aux proches de réfractaires, augmentation de la répression depuis septembre 2022.** Comme décrit par différentes sources, le gouvernement érythréen a puni les proches de milliers de personnes présumées réfractaires dans le cadre de mesures intensives d'enrôlement forcé. Depuis septembre 2022, le gouvernement érythréen a accru ses actes de répression, punissant les membres des familles des hommes et des femmes qui cherchent à échapper à la conscription ou à un rappel dans les rangs de l'armée. Alors que les familles de réfractaires étaient initialement sanctionnées par des amendes, le gouvernement érythréen est passé, depuis le milieu de l'année 2022, aux arrestations arbitraires. Il expulse les familles de leur domicile, y compris des enfants, des femmes enceintes et des personnes âgées, ou confisque leurs biens. Les familles sont ainsi forcées de révéler le lieu où se cachent les personnes soupçonnées d'être réfractaires ou d'avoir déserté<sup>51</sup>. Tant HRW que le *rapporteur spécial des Nations unies* évoquent des punitions collectives infligées aux familles de ceux et celles qui désertent ou refusent de servir<sup>52</sup>.

De nombreux témoins interrogé-e-s ont indiqué au *rapporteur spécial des Nations unies* que les familles des personnes réfractaires faisaient l'objet de pressions croissantes et que, pour obliger celles et ceux qui tentaient d'éviter la conscription à se présenter, des peines collectives étaient infligées à certains de leurs proches, voire à leur famille tout entière. Les autorités érythréennes ont forcé des familles à livrer leurs proches, y compris des enfants, afin de les enrôler dans le service national ou de les envoyer dans la région du Tigré<sup>53</sup>.

---

<sup>48</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 37.

<sup>49</sup> Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity, 6 mars 2023.

<sup>50</sup> OSAR, Érythrée : situation des élèves en décrochage scolaire, 16 février 2023, en allemand : [https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user\\_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Eritrea/230216\\_ERI\\_School\\_Dropouts.pdf](https://www.fluechtlingshilfe.ch/fileadmin/user_upload/Publikationen/Herkunftslanderberichte/Afrika/Eritrea/230216_ERI_School_Dropouts.pdf).

<sup>51</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, Des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023 ; Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 33.

<sup>52</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 32 ; Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>53</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 32.

Selon des informations reçues par le *rapporteur spécial des Nations unies*, des soldats érythréens ont, durant la deuxième semaine d'août 2022, arrêté en masse, maltraité et placé en détention les habitant-e-s de cinq villages (Akrur, Adi-Finie, Hebo, Adi-Qontsi et May-Ela) situés dans le district de Segheneyti, et le même sort a été réservé aux villages voisins de Ma'ereba et Adi-Abu'ur, dans le district de Hadegti. Selon les rapports, les familles des personnes réfractaires ont été prises pour cible : elles ont été torturées, expulsées de chez elles et leur matériel agricole, leur bétail, leurs céréales et leurs légumes ont été confisqués<sup>54</sup>.

**Détention des proches de personnes réfractaires.** Les autorités érythréennes emprisonnent par procuration des parents ou des conjoint-e-s afin de forcer les personnes réfractaires à se rendre elles-mêmes.<sup>55</sup> Des personnes âgées et des femmes accompagnées de jeunes enfants ont notamment été emprisonnées et expulsées de leur domicile. HRW a constaté, à l'aide d'images satellites, une augmentation du nombre de personnes incarcérées dans la prison d'Adi Abeito au début du mois de janvier 2023, et plus particulièrement dans l'enceinte présumée de la prison pour femmes. Les autorités érythréennes ont détenu arbitrairement des proches de réfractaires dans des centres officiels et non officiels, y compris des personnes âgées et des personnes souffrant de problèmes de santé<sup>56</sup>.

**Expulsions et mise sous scellés des maisons des proches.** *Human Rights Watch* a constaté que des familles, y compris des personnes âgées et des femmes avec des enfants en bas âge, ont été expulsées de leur maison. Une femme de 71 ans a été expulsée de son domicile dans la capitale Asmara parce qu'elle n'était pas en mesure de confirmer où se trouvait l'un de ses fils, qui était recherché par les autorités<sup>57</sup>. Des maisons de proches ont également été confisquées dans des zones rurales<sup>58</sup>. Le *rapporteur spécial des Nations unies* fait également valoir que des familles ont été expulsées de force de chez elles, lorsqu'elles ne voulaient pas livrer ou remettre les membres de leur famille recherchés<sup>59</sup>.

**Sanctions infligées à celles et ceux qui veulent aider les personnes expulsées.** Les autorités ont mis sous scellés les maisons des membres de la famille expulsées. Plusieurs personnes ont rapporté à HRW que les autorités locales menaçaient parfois d'autres personnes lorsqu'elles hébergeaient des personnes expulsées<sup>60</sup>. Lorsque le voisinage tentait

---

<sup>54</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 34.

<sup>55</sup> BBC, Eritreans hunted down as military call-up intensifies over Ethiopia's Tigray war, 12 octobre 2022 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-63208353>; ONU Info, Érythrée: intensification de la conscription militaire avec le conflit au Tigré, selon un expert, 14 juin 2022 : <https://news.un.org/fr/story/2022/06/1121702>; Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Situation des droits de l'homme en Érythrée ; Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 6 mai 2022, ch. 31.

<sup>56</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>57</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>58</sup> BBC, Eritreans hunted down as military call-up intensifies over Ethiopia's Tigray war, 12 octobre 2022 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-63208353>.

<sup>59</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 33 ; Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, Nada Al-Nashif, *Eritrea: human rights situation remains dire amid complete impunity*, 6 mars 2023.

<sup>60</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

d'aider ou d'héberger les personnes expulsées, il était menacé par les autorités. Des familles se sont ainsi retrouvées totalement démunies et forcées de se construire des abris de fortune<sup>61</sup>.

**Confiscations, suppression des coupons alimentaires.** Les autorités érythréennes ont également ciblé les moyens de subsistance et les revenus des familles des personnes présumées réfractaires. HRW a reçu des informations selon lesquelles les troupes gouvernementales ont confisqué du bétail dans des communautés rurales et ont empêché les gens de récolter afin d'inciter leurs proches à se rendre. Selon les médias, les administrations locales ont également confisqué des coupons alimentaires aux familles dont les membres ne se sont pas présentés au recrutement militaire. Les coupons alimentaires permettent d'acheter des produits alimentaires de base tels que le sucre et l'huile à des prix réduits. Deux personnes ont rapporté que les magasins de leur famille avaient été fermés afin de les punir de ne pas leur avoir livré leurs proches, recherchés par le gouvernement<sup>62</sup>. Selon les sources de la BBC, cacher quelqu'un est considéré comme une « trahison ». Des proches auraient été emmenés dans les bureaux des administrations locales, afin de les avertir que cacher ses enfants ou son mari ou participer à une désertion serait considéré comme une trahison<sup>63</sup>.

Le retrait des coupons alimentaires donnant accès à des aliments subventionnés, des licences commerciales ou la confiscation de propriété sont utilisées depuis longtemps comme moyen de pression par les autorités érythréennes. En 2017 déjà, le gouvernement avait explicitement menacé de retirer les coupons alimentaires aux personnes réfractaires<sup>64</sup>.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site [www.osar.ch/publications](http://www.osar.ch/publications). La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse [www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter](http://www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter).

<sup>61</sup> Conseil des droits de l'homme, Situation des droits de l'homme en Érythrée, Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, 9 mai 2023, ch. 33.

<sup>62</sup> Human Rights Watch, Érythrée : sévère répression à l'encontre des familles de réfractaires, des punitions collectives sont infligées dans le cadre d'une campagne de conscription forcée, 9 février 2023.

<sup>63</sup> BBC, Eritreans hunted down as military call-up intensified over Ethiopia's Tigray war, 12 octobre 2022 : <https://www.bbc.com/news/world-africa-63208353>.

<sup>64</sup> SEM, Focus Eritrea, Volksarmee («Volksmiliz»), Bern-Wabern, 17 décembre 2019, p. 20 : <https://www.sem.admin.ch/dam/sem/de/data/internationales/herkunftslaender/afrika/eri/ERI-volksarmee-d.pdf.download.pdf/ERI-volksarmee-d.pdf>.